

Deuxième session de l'Académie Notre Europe sur « L'Europe dans le monde » - vendredi 20 novembre 2020



SESSION 2:
L'EUROPE DANS LE MONDE

20 NOVEMBRE

Pascal Lamy
Président éméritus de
l'Institut Jacques Delors

Christine Ockrent
Journaliste, ancienne
directrice générale de
l'AEF

Eneko Landaburu
Membre du Conseil
d'administration de
l'Institut Jacques Delors,
ancien Directeur Général
de la DG Relations
Extérieures de l'Union
européenne

Jérôme Quéré
Délégué général, chargé
du Secrétariat national
au Mouvement Européen
France

Le vendredi 20 novembre, les étudiants de l'Académie Notre Europe se sont réunis virtuellement pour la deuxième session de leur formation, sur le thème de « **L'Europe dans le monde** ».

La politique de voisinage de l'Europe

Après un rappel présenté par deux étudiantes sur les principales actions de l'Union Européenne au-delà de ses frontières, l'Académie a accueilli **Eneko Landaburu**, Membre du Conseil d'administration de l'Institut Jacques Delors et ancien Directeur Général de la DG Relations Extérieures de l'UE, pour une intervention sur la politique de voisinage de l'UE.

Il a rappelé la genèse de celle-ci, mise en œuvre par Romano Prodi en 2003, dans le but de créer des liens privilégiés avec dix pays du pourtour méditerranéen et six pays d'Europe de l'est. Cette politique devait aider les pays concernés à s'habituer aux normes européennes, et établir des accords de libre-échange avec eux, afin d'aller ensuite dans le sens d'accords politiques, notamment via une aide financière.

Le contexte était alors favorable à un tel projet. Il existait des velléités d'une politique pour l'ensemble de la région méditerranéenne, comme l'avait montré le projet d'**Union pour la Méditerranée** porté par le président français Nicolas Sarkozy. L'Europe était également forte sur le plan économique et politique. Pour M. Landaburu, le bilan de cette politique est toutefois très négatif. C'est le fruit de bouleversements géopolitiques (printemps arabes, guerres civiles en Syrie et en Lybie, régimes autoritaires en Egypte et en Algérie, instabilité politique aggravée au Liban...) mais aussi de l'inadéquation du projet. Selon lui, cette méthode était intrusive et trop ambitieuse ; les sommes engagées n'étaient pas non plus à la hauteur des ambitions. Quant aux accords de libre-échange conclus, ils n'ont pas apporté d'avantages concrets et mesurables pour les deux parties.

L'Europe politique a en parallèle perdu de l'influence, comme on a pu le constater lors de la crise en Ukraine et l'intervention des Russes en Crimée, ou encore avec l'accord conclu par Poutine dans le conflit qui oppose actuellement l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut Karabagh.

Que faire dans ce contexte ? Pour M. Landabaru, la politique de voisinage ne peut plus être décorrélée d'une stratégie de défense extérieure de l'UE, qu'il faut redéfinir aujourd'hui, en nous mettant d'accord entre Etats-membres et au sein des institutions européennes sur les menaces que nous aurons à affronter ensemble. Cela passe également par une politique de migration digne de ce nom et une meilleure coopération sur le terrorisme. Revenir à l'idée de Jacques Delors de « **cercles concentriques** » serait également pertinent selon lui, en privilégiant les rapports avec les pays qui pourraient un jour adhérer à l'UE, puis nos voisins, et ensuite les autres. Avec eux tous, nous devrions développer une politique d'aide à la société civile plus profonde.

Les relations transatlantiques post-élections américaines

C'est ensuite la journaliste et ancienne directrice générale de l'AEF, **Christine Ockrent**, qui est venue analyser l'avenir des relations transatlantiques pour l'Académie, quelques jours à peine après l'élection de Joe Biden. Avec un premier constat : nous avons du mal à comprendre la **diversité de l'électorat américain**, très influencé par la mobilité : géographique d'une part (l'Arizona a par exemple été remporté par Joe Biden car beaucoup d'Américains ont quitté la Californie, devenue trop chère), et démographique d'autre part (l'électorat est extrêmement fragmenté). Si Joe Biden a remporté plus de 5 millions de voix de plus que Donald Trump, ce dernier a encore élargi sa base électorale.

Pour Mme Ockrent, les **intérêts américains** resteront la priorité absolue de cette administration, qui devra satisfaire son électorat, celui de l'industrie traditionnelle. C'est pourquoi, même si les relations seront probablement plus cordiales, les Etats-Unis continueront d'exiger des Européens une participation financière plus importante à l'Alliance Atlantique. Il faut bien avoir à l'esprit que les Etats-Unis ont une prévalence à avoir des relations bilatérales sur le plan commercial avec les Etats-membres, notamment avec l'Allemagne. On peut aussi imaginer que l'administration Biden sera favorable à un système de défense intra-européen mieux coordonné, dans lequel les Britanniques continueraient de jouer leur rôle (le tout sous la pression des Etats-Unis qui exigeront de vendre leurs armements). Par ailleurs, Donald Trump ayant annoncé vouloir retirer les troupes américaines d'Afghanistan avant la fin de son mandat, des incertitudes existent sur le sort des troupes de l'OTAN sur place.

Selon Mme Ockrent, il n'y a aucune raison que nous subissions les **sanctions américaines** sans riposter. L'UE est en train de construire des armes communes pour faire valoir sa place d'acteur majeur sur le plan économique et commercial, mais aussi politique – or les sanctions sont une arme politique, et il nous faut nous entendre entre nous sur nos intérêts. Les sanctions de l'UE envers Boeing en sont un bon exemple. L'Europe se pose également en championne sur le climat, mais les Etats membres doivent d'abord respecter les critères communs. Joe Biden, quant à lui, a annoncé qu'il rejoindrait à nouveau les **Accords de Paris**, mais tous les objectifs ne seront pas forcément alignés. Les Etats-Unis sont en effet devenus le premier producteur de pétrole et les intérêts de cette industrie y restent essentiels.

De nombreux défis s'annoncent donc pour les relations transatlantiques de la présidence Biden, et pour Mme Ockrent, le mandat remporté par Joe Biden et Kamala Harris sera extrêmement difficile.

La Covid, la globalisation et l'Europe

L'Académie a ensuite accueilli **Pascal Lamy**, ancien président de l'OMC et président émérite de l'Institut Jacques Delors, afin de parler Covid-19, globalisation et Europe. Celui-ci a déploré des relations internationales extrêmement médiocres avant la crise Covid, avec un véritable **déficit de gouvernance globale**. Aujourd'hui, le monde est encore plus fragmenté et divisé par cette crise sans précédent. Seule l'élection de Joe Biden semble être une bonne nouvelle, notamment parce que celui-

ci n'a pas la même conception que son prédécesseur sur la place des Etats-Unis dans le monde. En parallèle, pour M. Lamy, le continent africain va subir un choc économique terrible, dont nous n'avons pas encore conscience. Son impact sur la gestion des relations internationales sera énorme.

Dans ces circonstances, l'UE doit se durcir pour défendre ses valeurs et ses intérêts. Dans un contexte de **rivalité sino-américaine**, elle doit réactiver sa capacité de souveraineté. Or l'UE n'a, dans beaucoup de domaines, pas les moyens d'exercer une vraie influence. En matière de technologie par exemple, nous semblons avoir perdu du terrain ces derniers temps. En ce qui concerne l'**environnement**, on note une volonté de leadership mais peu de moyens pour entraîner le reste du monde ; et même si on y a parfois réussi, les défis dans ce domaine restent encore nombreux. Un sondage mené auprès des membres de l'Académie Notre Europe, pour savoir dans quel domaine l'UE peut devenir un leader mondial, place toutefois clairement l'environnement comme priorité de leadership.

Aujourd'hui, les données traversent les frontières et la **digitalisation** accélérée de la planète va elle-même accélérer la globalisation. Aussi, pour M. Lamy, certains secteurs vont se déglobaliser très partiellement, et d'autres vont se globaliser. Dans tous les cas, la crise du Covid laissera des traces. Pour la prochaine fois, l'UE sera plus au point sur la partie de **gestion collective** (libre-circulation des personnes, etc.), qui a fait défaut début 2020. En effet, l'Europe pèse seulement lorsqu'elle est unie. Le plan de relance de juillet est un succès et un préalable pour avancer, même si quelques « détails » de sa mise en œuvre restent à régler.

Comme le notait Jacques Delors, « La construction européenne, c'est le choix entre **la survie et le déclin** », et c'est bien vérifié aujourd'hui pour Pascal Lamy.

Atelier « fake news »

Pour finir cette journée de formation, **Jérôme Quéré**, Délégué Général du Mouvement Européen France, a animé un atelier sur les « fake news » (une expression rendue célèbre par Donald Trump), à traduire par « **désinformation** », « information truquée » et non par « fausse information ». Avec un constat sans appel : peu importe le message, il faut se renseigner sur le messager.

L'**information** est considérée comme le **quatrième pouvoir**, et la désinformation est, quant à elle, aussi vieille que l'information. M. Quéré a rappelé que ses conséquences pouvaient être désastreuses, comme le déclenchement de guerres (Irak), une influence sur les élections (Brexit et Cambridge Analytica), des suicides... Souvent, le mal est déjà fait, même quand on retire une fake news. Il faut veiller à bien distinguer les opinions (politiques, éditorialistes), les fausses informations non intentionnelles, les informations tronquées sans mauvaises intentions, les informations tronquées avec malveillance, et enfin la désinformation intentionnelle, divulguée par des sites comme Wikistrike.

Dans ce contexte, que fait l'UE contre la désinformation ? Plusieurs solutions ont été évoquées par M. Quéré, comme le code européen de bonnes pratiques contre la désinformation avec les plateformes, d'octobre 2018, le lancement de l'**Observatoire européen des médias numériques** en juin 2020, l'appel à propositions à hauteur de 9 millions d'euros pour des plateformes nationales de vérification des faits, à la même époque, ou encore le site « [Les décodeurs de l'Europe](#) ».